

## 38<sup>ème</sup> RAPPORT SUR L'APPLICATION DU CODE ET DE SON PROTOCOLE PAR LE PORTUGAL PERIODE DU 1<sup>er</sup> JUILLET 2022 AU 30 JUIN 2023

### I. ASPECTS GENERAUX

#### A. Administration/organisation

##### a) Modifications intervenues durant la période de référence

**Décret-loi n° 9/2023 du 1<sup>er</sup> février** - Étend l'accès au Régime de Capitalisation publique (RPC) (réglementé par le Décret-loi n° 26/2008, du 22 février, modifié par le Décret-loi n° 82/2018, du 16 octobre), ainsi qu'au Fonds de Certificat de retraite respectif, aux citoyens nationaux qui, en fonction de l'exercice de l'activité professionnelle, sont couverts par un régime de protection sociale d'affiliation obligatoire du pays auquel le Portugal est lié par l'instrument international de sécurité sociale.

[0000700008.pdf \(diariodarepublica.pt\)](#)

**Arrêté n° 53/2023 du 23 février** - Apporte des changements dans le cadre de la réglementation du Régime de Capitalisation publique (RPC), notamment en ce qui concerne le respect de l'obligation contributive.

[0000200003.pdf \(diariodarepublica.pt\)](#)

##### b) Modifications décidées, prévues ou proposées

Rien à signaler

##### c) Recherche complétée ou en cours

Rien à signaler

#### B. Prestations

##### a) Modifications intervenues durant la période de référence

**Arrêté n° 298/2022 du 16 décembre** – Procède à l'actualisation de la valeur de l'IAS (Index des Appuis Sociaux), qui a été fixée à €480.43 pour l'année de 2023.

<https://dre.pt/dre/detalhe/portaria/298-2022-204841038>

**Arrêté n° 31-B/2023 du 19 janvier** – Mise à jour des composantes de la Prestation Sociale pour l'Inclusion (PSI) :

- La valeur annuelle de référence de la composante de base de la PSI est fixée pour l'année 2023 à 3581,08€.
- La valeur annuelle de référence du complément de la PSI est fixée pour l'année 2023 à 5858,63€.
- Le plafond annuel de cumul de la composante de base avec les revenus, dans les situations où il y a des revenus du travail, est fixé à 10 640€ pour l'année 2023.

<https://dre.pt/dre/detalhe/portaria/31-b-2023-206347149>

**Arrêté n° 31-A/2023 du 19 janvier** – Le montant de référence du Complément Solidaire pour les personnes âgées (CSI) est actualisé en €5.858,63 à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2023.

<https://dre.pt/dre/detalhe/portaria/31-a-2023-206347148>

**Arrêté n° 32/2023 du 20 janvier** – Procède à la mise à jour de la valeur de référence du Revenu Social d'insertion (RSI) pour 2023, qui correspond à 43,525% de l'IAS (209.11€).

<https://dre.pt/dre/detalhe/portaria/32-2023-206350930>

**Arrêté n° 269/2022 du 8 novembre** - Constitue le Comité de suivi, de surveillance et d'évaluation du Statut de l'aidant informel, dont la mission est de suivre et d'évaluer la mise en œuvre de la réglementation du Statut et l'exécution des mesures de soutien aux aidants, en vue de leur mise en œuvre effective sur l'ensemble du territoire continental.

<0000700008.pdf> ([diariodarepublica.pt](http://diariodarepublica.pt))

## **b) Modifications décidées, prévues ou proposées**

Rien à signaler

## **c) Recherche complétée ou en cours**

Rien à signaler

## **II. SOINS MEDICAUX**

### **a) Modifications intervenues durant la période de référence**

**Décret-loi n° 52/2022 du 4 août** - Approuve le nouveau Statut du Service national de santé.

<0000500052.pdf> ([diariodarepublica.pt](http://diariodarepublica.pt))

**Décret-loi n° 84-E/2022 du 14 décembre** - Revoit le cadre pour le transfert de compétences dans le domaine de la santé aux organes municipaux et aux entités intercommunales.

<0000200008.pdf> ([diariodarepublica.pt](http://diariodarepublica.pt))

**Arrêté n° 66/2023 du 6 mars** - Modifie l'Arrêté n° 1391/2009, du 17 novembre, et crée la procédure alternative dématérialisée, adaptée à la condition socio-économique des bénéficiaires du supplément de solidarité pour personnes âgées (CSI), en ce qui concerne le paiement du coût avec l'acquisition de médicaments, sous le régime des prestations de santé supplémentaires pour les bénéficiaires du supplément de solidarité pour les personnes âgées.

[0001000012.pdf \(diariodarepublica.pt\)](#)

**Décret-loi n° 61/2022 du 23 septembre**, procède à la création de la Direction exécutive du Service National de Santé, I. P. prévue dans le Statut du Service National de Santé, et à l'approbation de l'organique respectif

[0000200021.pdf \(diariodarepublica.pt\)](#)

**Arrêté n° 272/2022 du 10 novembre** - Définit les prix des soins de santé fournis dans les interventions ambulatoires et hospitalières du Réseau national de soins continus intégrés (RNCCI)

[0000200004.pdf \(diariodarepublica.pt\)](#)

**Arrêté n° 97/2023 du 31 mars** - procède à la modification de l'Arrêté n° 224/2015, du 27 juillet (règles de prescription et de délivrance des médicaments et des produits de santé), et de l'Arrêté n° 126/2018, du 8 mai (règles de prescription, d'enregistrement et de disponibilité des résultats des moyens complémentaires de diagnostic) simplifiant les règles respectives, notamment prolongeant la période de validité de la prescription des médicaments et des moyens complémentaires de diagnostic, pendant 12 mois, sans préjudice de la mise en œuvre ultérieure d'autres mesures visant à qualifier l'accès des citoyens au SNS.

[0001400016.pdf \(diariodarepublica.pt\)](#)

#### **b) Modifications décidées, prévues ou proposées**

Rien à signaler

#### **c) Recherche complétée ou en cours**

Rien à signaler

### **III. INDEMNITES DE MALADIE**

#### **a) Modifications intervenues durant la période de référence**

Rien à signaler

#### **b) Modifications décidées, prévues ou proposées**

Rien à signaler

### **c) Recherche complétée ou en cours**

Rien à signaler

## **IV. PRESTATIONS DE CHOMAGE**

### **a) Modifications intervenues durant la période de référence**

**Loi n° 24-D/2022 du 30 décembre** – (Approuve le Budget de l'État pour 2023) – Détermine, dans l'**article 84**, que pour l'accès à l'allocation sociale de chômage suivant l'allocation de chômage, le référentiel pour la condition de ressources est augmenté de 25% pour les bénéficiaires à titre individuel ou pour personne dans le cas des bénéficiaires ayant un ménage qui remplisse cumulativement les conditions suivantes :

- a)** au moment du chômage initial, avaient 52 ans ou plus ;
- b)** remplisse les conditions d'accès au régime d'anticipation de la pension de vieillesse en cas de chômage involontaire de longue durée.

<https://dre.pt/dre/legislacao-consolidada/lei/2022-205695052>

### **b) Modifications décidées, prévues ou proposées**

Rien à signaler

### **c) Recherche complétée ou en cours**

Rien à signaler

## **V. PRESTATIONS DE VIEILLESSE**

### **a) Modifications intervenues durant la période de référence**

**Arrêté n° 292/2022 du 9 décembre** - Établit que l'âge d'accès à la pension de vieillesse du régime général de la sécurité sociale pour l'année 2024 est de 66 ans et 4 mois.

<https://dre.pt/dre/detalhe/portaria/292-2022-204502330>

**Loi n° 24-D/2022 du 30 décembre** – (Approuve le Budget de l'État pour 2023) – **Article 88** - Pension de vieillesse des gens de mer sur les navires de recherche.

Selon cet article, le régime de pension de vieillesse anticipée des gens de mer employés à bord de navires de la marine marchande, de longues cours, de cabotage, coutière et de la pêche (à l'exception des professionnels de la pêche), est étendu aux gens de mer exerçant leur activité à bord de navires de recherche lorsqu'ils naviguent en haute mer ou le long

des côtes dans les mêmes conditions de navigation que les navires long-courriers, côtiers et de cabotage.

<https://dre.pt/dre/legislacao-consolidada/lei/2022-205695052>

**Décret-Loi n° 18/2023 du 3 mars** – Réglementation du régime d'anticipation de l'âge d'accès à la pension de vieillesse en cas de handicap en établissant les modalités et conditions d'accès respectives.

<https://dre.pt/dre/detalhe/decreto-lei/18-2023-208124553>

## **b) Modifications décidées, prévues ou proposées**

Rien à signaler

## **c) Recherche complétée ou en cours**

Rien à signaler

## **d) Taux de paiement**

**Arrêté n° 24-B/2023 du 9 janvier** – Procède à l'actualisation annuelle des pensions d'invalidité et de vieillesse et autres prestations sociales octroyées par la sécurité sociale, et des pensions du régime convergent de protection sociale attribuées par la CGA, selon les pourcentages suivants :

- a) 4,83 %, pour les pensions dont le montant est égal ou inférieur à 960,86 Euros ;
- b) 4,49 %, pour les pensions dont le montant est supérieur à (euro) 960,86 et égal ou inférieur à 2882,58 Euros ;
- c) 3,89 % pour les pensions supérieures à 2882,58 Euros.

Les pensions d'un montant supérieur à 5 765,16 Euros ne font pas l'objet d'actualisation.

Le complément extraordinaire des minima d'invalidité et de vieillesse de la sécurité sociale et du régime convergent de protection sociale est actualisé en appliquant le pourcentage de 4,83 %.

<https://dre.pt/dre/detalhe/portaria/24-b-2023-205928630>

	<b>2023</b>
Valeurs minimales des pensions d'invalidité et de vieillesse du régime général :	
▪ Carrières contributives inférieures à 15 ans	€ 291,48
▪ De 15 à 20 ans	€ 305,77
▪ De 21 à 30 ans	€ 337,41
▪ 31 ans et plus	€ 421,75
Pensions d'invalidité et de vieillesse du régime spécial agricole	€ 269,07
Pension de vieillesse du régime non-contributif	€ 224,24

Supplément de solidarité :	
▪ moins de 70 ans	€ 19,52
▪ 70 ans ou plus	€ 39,03
Supplément de dépendance du régime général	
▪ 1 <sup>er</sup> degré	€ 112,12
▪ 2 <sup>ème</sup> degré	€ 201,82
Supplément de dépendance du régime spécial agricole, du régime non contributif et des régimes assimilés	
▪ 1 <sup>er</sup> degré	€ 100,91
▪ 2 <sup>ème</sup> degré	€ 190,60

**Arrêté n° 24-C/2023 du 9 janvier** - Approuve les coefficients de revalorisation des rémunérations annuelles des pensions de l'année 2022.

<https://dre.pt/dre/detalhe/portaria/24-c-2023-205928631>

**Décret-loi n° 28/2023 du 28 avril** - institue un régime d'actualisation intermédiaire des pensions d'invalidité, de vieillesse et de survivants du système de sécurité sociale et des pensions de retraite et de survivants du régime convergent de protection sociale, selon lequel les pensions qui, en décembre 2022, avaient une valeur jusqu'à 12 fois la valeur de l'IAS sont actualisées selon un pourcentage de 3,57%. Ce régime d'actualisation est applicable aux autres pensions et compléments prévues par l'arrêté d'actualisation ordinaire.

<https://dre.pt/dre/detalhe/decreto-lei/28-2023-212379455>

## VI. PRESTATIONS EN CAS D'ACCIDENTS DU TRAVAIL ET DE MALADIES PROFESSIONNELLES

Partie non acceptée

## VII. PRESTATIONS AUX FAMILLES

### a) Modifications intervenues durant la période de référence

**Décret-Loi 56/2022 du 19 août** – Mise à jour des échelons de revenus (3<sup>e</sup> et 4<sup>e</sup>) d'accès aux allocations familiales en fonction de l'augmentation de la rémunération mensuelle minimale garantie qui a eu lieu dans les dernières années.

1<sup>ère</sup> échelon - revenus égaux ou inférieurs à 0,5 IAS x 14 ;

2<sup>ème</sup> échelon - revenus supérieurs à 0,5 IAS x 14 et égaux ou inférieurs à 1 IAS x 14 ;

3<sup>ème</sup> échelon - revenus supérieurs à 1 IAS x 14 et égaux ou inférieurs à **1,7** IAS x 14 ;

4<sup>ème</sup> échelon - revenus supérieurs à **1,7** IAS x 14 et égaux ou inférieurs à 2,5 IAS x 14 ;

5<sup>ème</sup> échelon - revenus supérieurs à 2,5 IAS x 14.

Ce normatif établit, également, que les mineurs étrangers qui ne sont pas nés sur le territoire portugais, mais qui s'y trouvent, bénéficient d'un statut de résident identique à celui accordé aux personnes qui exercent sur eux les responsabilités parentales ou dont ils ont la garde, aux fins notamment de l'attribution des allocations familiales et du numéro d'identification de la sécurité sociale.

<https://dre.pt/dre/detalhe/decreto-lei/56-2022-192209136>

**Décret Règlementaire n° 3/2022 du 3 aout** - règle les modalités d'octroi de la Garantie pour l'Enfance, qui a été créée par la Loi n. ° 12/2022 du 27 juin (budget de l'État pour 2022). Il s'agit d'une prestation en espèces, à caractère régulier, complémentaire de l'allocation familiale, et dont la mise en place a été échelonnée en 2022 et 2023. La nouvelle prestation, d'attribution mensuelle et d'un montant différentiel, vise à appuyer les enfants et les jeunes de moins de 18 ans, appartenant à des ménages en situation d'extrême pauvreté.

Il a été également établi que la valeur de référence de la Garantie pour l'Enfance correspond à €1200,00 par an, alors que, pour l'année 2022, elle correspondait à € 840,00.

Dans ce contexte, à partir de 2023, tous les enfants et jeunes de moins de 18 ans, en situation d'extrême pauvreté, auront droit à un montant global annuel de € 1200,00.

<https://dre.pt/dre/legislacao-consolidada/lei/2022-205695052>

**Loi n° 24-D/2022, du 30 décembre** – (Approuve le Budget de l'État pour 2023) –  
**Article 86 – Majoration des prestations familiales**

Le montant de l'allocation familiale pour enfants et jeunes appartenant à des familles monoparentales est majoré de 50% pour le 1<sup>er</sup> échelon de revenus et de 42,5% entre le 2<sup>ème</sup> et le 4<sup>ème</sup> échelon de revenus (règlementé par l'Arrêté n° 34/2023 du 25 janvier)

**Arrêté n° 55/2023 du 1 mars** - Approuve la réglementation du supplément à la Garantie pour l'enfance. Ce supplément couvre les enfants et jeunes bénéficiaires de l'allocation familiale, âgés de 17 ans ou moins, qui ne gagnent pas un montant total annuel de 600€, compris entre le montant de l'allocation familiale et le montant déterminé dans l'évaluation de l'IRS.

<https://dre.pt/dre/detalhe/portaria/55-2023-207986502>

## **b) Modifications décidées, prévues ou proposées**

Rien à signaler

## **c) Recherche complétée ou en cours**

Rien à signaler

#### d) Taux de paiement

Les montants de l'allocation familiale ont été mis à jour par l'**Arrêté n° 224/2022 du 6 septembre** (<https://dre.pt/dre/detalhe/portaria/224-2022-200691263>).

Entretemps, l'**Arrêté n° 34/2023 du 25 janvier** procède à l'actualisation des montants de l'allocation familiale pour enfants et jeunes, de l'allocation familiale prénatale, de l'allocation funéraire, de la majoration de l'allocation familiale en cas de handicap, de l'allocation pour l'assistance d'une tierce personne et renforce les augmentations de l'allocation familiale dans les situations de familles monoparentales comme suit :

<a7825dbf-5a72-4724-89ef-918ca98f6e63> (<seg-social.pt>)

Allocation familiale pour les enfants			
Revenu de la famille	Jusqu'à 36 mois	Plus de 36 mois	Plus de 72 mois
<b>1<sup>er</sup> échelon + garantie pour l'enfance</b>		100,00 € (50€ + 50€)	
<b>1<sup>er</sup> échelon</b>	161,03 €	50,00 €	
<b>2<sup>ème</sup> échelon</b>	132,92 €	50,00 €	
<b>3<sup>ème</sup> échelon</b>	104,57 €	34,86€	30,09 €
<b>4<sup>ème</sup> échelon</b>	62,75 €	20,91€	-

L'allocation familiale est augmentée lorsqu'il s'agit d'un ménage monoparental, ou d'un ménage composé de deux enfants ou plus âgés de 36 mois ou moins.

Revenu de la famille	Ménage avec 2 enfants	Ménage avec plus de 2 enfants
<b>1<sup>er</sup> échelon</b>	40,25 €	80,51 €
<b>2<sup>ème</sup> échelon</b>	33,24 €	66,47 €
<b>3<sup>ème</sup> échelon</b>	30,09 €	60,18 €
<b>4<sup>ème</sup> échelon</b>	15,69 €	31,38 €

Familles monoparentales :

- 50% de la valeur de l'allocation familiale pour le 1<sup>er</sup> échelon
- 42,5 % de la valeur de l'allocation famille pour les 2<sup>e</sup>, 3<sup>e</sup> et 4<sup>e</sup> échelons
- 35 % pour les femmes enceintes ayant droit à l'allocation prénatale

**Supplément à l'allocation familiale aux enfants et jeunes handicapés (plus majoration de 50% ou 42,5% en cas de familles monoparentales)**

Age	Montants		
	Supplément aux personnes handicapées	Supplément aux personnes handicapées pour les familles monoparentales	
		1 <sup>er</sup> échelon	2 <sup>e</sup> , 3 <sup>e</sup> , 4 <sup>e</sup> et 5 <sup>e</sup> échelons
Jusqu'à l'âge de 14 ans	€67,71	101,57€ (67,71€+50%)	96,49€ (67,71€+42,5%)
De 14 à 18 ans	€98,63	147,95€ (98,63€+50%)	140,55€ (98,63€+42,5%)
De 18 à 24 ans	€132,01	198,02€ (132,01€+50%)	188,11€ (132,01€+42,5%)

- **Allocation d'éducation spéciale** - Montant définie vu le coût réel de l'éducation spéciale par enfant ou jeune handicapé. En cas de fréquence d'établissement d'éducation spéciale, le montant est égal au montant de la mensualité établie pour les établissements d'éducation spéciale, déduit la valeur de la coparticipation familiale. Dans les situations où l'aide individuelle par technicien spécialisé est nécessaire, le montant est égal à la différence entre le coût et la coparticipation familiale, mais ne peut pas dépasser la valeur maximum de la mensualité correspondante à la modalité d'externat. Dans des cas exceptionnels, l'allocation peut atteindre ce montant si la situation de l'enfant ou du jeune exige à la fois la fréquentation d'un établissement d'enseignement spécial et normal ou une assistance individuelle
- **Allocation funéraire** – €236,33
- **Allocation pour l'assistance d'une tierce personne** - €117,73

## VIII. PRESTATIONS DE MATERNITE

### a) Modifications intervenues durant la période de référence

Rien à signaler

### b) Modifications décidées, prévues ou proposées

**Loi n° 13/2023, du 3 avril** – approuve l'agenda pour le travail décent

Suite à l'approbation de l'Agenda pour le travail décent, qui modifie le Code du travail et la législation connexe, il est prévu d'approuver des amendements au régime de protection de la parentalité, approuvé par le Décret-loi n° 91/2009 du 9 avril.

[Altera o Código do Trabalho e legislação conexas, no âmbito da agenda do trabalho digno | DR \(diariodarepublica.pt\)](#)

### c) Recherche complétée ou en cours

Rien à signaler

## **IX. PRESTATIONS D'INVALIDITE**

### **a) Modifications intervenues durant la période de référence**

Prestation sociale pour l'inclusion (PSI) – voir A. I B. Prestations

### **b) Modifications décidées, prévues ou proposées**

Rien à signaler

### **c) Recherche complétée ou en cours**

Rien à signaler

### **d) Taux de paiement**

La revalorisation des pensions d'invalidité a été mise en œuvre de la même façon et en même temps que celle des prestations de vieillesse.

## **X. PRESTATIONS DE SURVIVANTS**

### **a) Modifications intervenues durant la période de référence**

Rien à signaler

### **b) Modifications décidées, prévues ou proposées**

Rien à signaler

### **c) Recherche complétée ou en cours**

Rien à signaler

### **d) Taux de paiement**

La revalorisation des pensions de survivants a été mise en œuvre de la même façon et en même temps que celle des pensions de vieillesse.

## **XI. FINANCEMENT**

### **a) Modifications intervenues durant la période de référence**

L'article 233 de la **Loi n° 24-D/2022 du 30 décembre** (Budget de l'État pour 2023) maintient l'affectation d'un certain pourcentage des taux prévus au chapitre IV du code de l'impôt sur les sociétés (IRC) au Fonds de Stabilisation Financière de la sécurité sociale (FEFSS), intégré dans le système de prévoyance par capitalisation de la sécurité sociale.

A son tour, l'article 226 de la même loi affecte les recettes de l'impôt sur le revenu des personnes physiques (IRS) au FEFSS.

L'article 258 maintient également la contribution de solidarité sur le secteur bancaire créée par la Loi no. 27-A/2020, laquelle vise à renforcer les mécanismes de financement du système de sécurité sociale, en tant que forme de compensation par exonération du taux sur la valeur ajoutée (TVA) applicable à la plupart des services et opérations financiers.

### **b) Modifications décidées, prévues ou proposées**

Rien à signaler

### **c) Recherche complétée ou en cours**

Rien à signaler

## Annexe

### **STATISTICAL DATA IN RESPONSE TO THE QUESTIONS RAISED IN THE RESOLUTION OF THE COMMITTEE OF MINISTERS ON THE APPLICATION OF THE EUROPEAN CODE OF SOCIAL SECURITY AND ITS PROTOCOL BY PORTUGAL (PERIOD FROM 1 JULY 2021 TO 30 JUNE 2022)**

**I. concerning Part V (Old-age pension), Article 26 of the Code, as amended by the Protocol, Pensionable age, to provide statistical data in its next report about the corresponding dependency ratio, as required for demonstrating compliance with Article 26(2) of the Code;**

As of 2014, pensionable age in Portugal was set above 65 years for sustainability reasons. After a sustained increase up to 66 years and 7 months in line with gains in life-expectancy, in 2023 pensionable age decreased for the first time by 3 months to 66 years and 4 months, considering 2/3 of the losses in life-expectancy at 65 years between 2020 and 2021, as a result of the COVID-19 pandemic. Despite the most recent demographic data already show a trend of recovery of life-expectancy at age 65, the Government decided to “freeze” pensionable age at 66 and 4 months for 2024.

According to the last Census, in 2021, the number of residents aged 65 years reached 36,74 per cent of the total number of residents under that age but over 15 years of age, which is higher than the 10 per cent required by the Article 26(2) of the Code.

***Table: Resident population, according to Census: total and by main age groups  
(Total and Percentages)***

		<b>Total</b>	<b>Percentage</b>
<b>Resident Population</b>		10,344,802,000	100
<b>Age groups</b>	<b>0-14</b>	1,334,499,458	12,9
	<b>15-65</b>	6,589,638,874 [A]	63,7
	<b>65 or more</b>	2,420,683,668 [B]	23,4
<b>Dependency ratio (a)</b>		[B]/[A]*100	36,74

*(a) Measured as the number of residents with 65 years of age or more in the total number of residents in active age;  
Source: INE, I. P..*

In addition, the annual projections carried out by INE in 2022 show that the demographic pressure on the working age population continues to increase<sup>1</sup>. Portugal maintains its the trend of demographic ageing and both the dependency ratio and the total dependency ratio continue to increase.

In 2022, the resident population in Portugal was estimated at 10,467,366 people. The proportion of young people (population aged 0 to 14 years old) decreased to 12.9% of the total resident population, the proportion of people of working age (population aged 15 to

<sup>1</sup>

64) also decreased from 65.8% to 63.1%, while the percentage of elderly people (population aged 65 or over) reached 24.0%, stressing the demographic pressure on the working age population and its ability to finance the pension system. According to estimates, the number of residents aged 65 reached 37,4 % of the total number of residents under that age but over 15 years.

**II. concerning Part V (Old-age benefit), Articles 28 and 29 of the Code, as amended by the Protocol, Replacement rate of benefits, to provide explanations in its next report on the type of old-age benefit used for the purpose of calculating the replacement rate attained for a standard beneficiary, and to provide the calculation of the replacement rate of old-age benefit, in accordance with either Article 65, Title III of the report form or Article 66, Title III of the report form, as appropriate, based on a contributory period of 30 years of insurance;**

According to what is mentioned in the resolution on Portugal, article 66 can only be used when the amount of the benefit/pension is not related to previous earnings.

The fact that the calculations have been provided over the years on the basis of article 66 (ordinary male labourer) resulted from the interpretation that when alinea b), in this case, of article 27 was applied, the replacement rate would be calculated on the basis of the Article 66 and when a) is used, article 65 would be used.

Given that in Portugal the monthly old-age pension of the general scheme results from the application of the pension formation rate to the total remuneration registered during the contributory career (with a maximum of 40 years), calculations should then be made in accordance with article 65 and on the basis of 30 years of contributions, as requested.

### Part V - Article 28 – Old-Age Pension

2022

#### Article 65 – Skilled manual male employee in the manufacture of machinery, except machinery and equipment

##### Old-Age Pension

<b>C. Monthly wage <sup>(1)</sup></b>		<b>€ 1.138,72</b>	
<b>Title III</b>	<b>Beneficiary with a spouse of pensionable age</b>		
<b>D. Monthly pension (General Scheme)</b>		<b>€ 664,97</b>	
<b>Contributory career (30 years)</b>			
<b>G. Old-age pension (D) in relation to monthly wage (C)</b>		<b><u>D</u></b>	<b><u>€ 664,97</u></b>
		<b><u>C</u></b>	<b><u>€ 1.138,72</u></b>
			<b>58,4%</b>

(1) Average monthly gain 2021, latest data available - Ministério do Trabalho, Solidariedade e Segurança Social - Gabinete de Estratégia e Planeamento, March 31, 2023

**III. concerning Part IX (Invalidity benefit), Articles 56 and 57 of the Code, as amended by the Protocol, Replacement rate of benefits, to provide in its next report a new calculation of invalidity benefits taking the above-mentioned additional means-tested benefits, when appropriate, into account;**

Calculation of a relative invalidity pension on the basis of 15 years of insurance, plus CSI and RSI

<b>Part IX - Article 56 – Invalidity Pension</b>					
<b>2022</b>					
<b>Article 65 - Skilled manual male employee in the manufacture of machinery, except machinery and equipment</b>					
<b>C. Monthly wage <sup>(1)</sup></b>				<b>€ 1.138,72</b>	
<b>Title II</b>	<b>Beneficiary with a spouse and two children</b>				
<b>D. Monthly amount of the relative disability pension</b>					
<b>Contributory career (15 years)</b>				<b>€ 319,46</b>	
<b>Amount of the child benefit</b>					
	<b>1<sup>st</sup> income level</b>			<b>€ 39,23</b>	Per child
	<b>2<sup>nd</sup> income level</b>			<b>€ 35,97</b>	Per child
<b>E. 2 children</b>	<b>€ 71,94</b>	(in employment)			
<b>F. 2 children</b>	<b>€ 78,46</b>	(pension recipient)			
<b>G. Relative Invalidity Pension plus Child Benefit (D + F) in relation to the Monthly Salary plus Child Benefit (C + E)</b>			<b>D + F =</b>	<b>€ 397,92</b>	<b>32,87%</b>
			<b>C + E</b>	<b>€ 1.210,66</b>	
<b>Hypothesis A - Solidarity Supplement for the Elderly (CSI)</b>					
CSI		€438,22			
Relative disability pension		€319,46			
Family allowance		€ 78,46			
Income		€397,92			
			<b>CSI+F</b>	<b>€ 516,68</b>	<b>42,7%</b>
			<b>C+E</b>	<b>€ 1.210,66</b>	
<b>Hypothesis B - Social Integration Income (RSI)</b>					
RSI		€189,66			
claimant	100% x RSI	€189,66			

2 minor children	50% xRSI per child	€189,66				
Household RSI		€379,32				
			<u>RSI+F</u>	<u>€ 457,78</u>	<b>37,8%</b>	
			<u>C+E</u>	<u>€ 1.210,76</u>		
<b>If in a situation of dependency</b>						
<b>Dependency Supplement – General Scheme</b>				<b>Amount</b>		
1 <sup>st</sup> degree dependency => 50% of the amount of the social pension				<b>€106,96</b>		
2 <sup>nd</sup> degree dependency => 90% of the amount of the social pension				<b>€192,52</b>		
(1) Average monthly gain 2021, latest data available - Ministério do Trabalho, Solidariedade e Segurança Social - Gabinete de Estratégia e Planeamento, March 31, 2023						
(2) - The amounts of CSI and RSI and family allowances refer to 2022						

IV. concerning Part X (Survivors' benefit), Articles 62 and 63 of the Code, as amended by the Protocol, Replacement rate of benefit, to provide in its next report a new calculation of survivors' benefits taking the above-mentioned additional means-tested benefits, when appropriate, into account;

### Part X - Article 62 - Survivors' Pension

2022

#### Article 65 - Skilled manual male employee in the manufacture of machinery, except machinery and equipment

<b>C. Monthly wage <sup>(1)</sup></b>			<b>€1.138,72</b>		
<b>Title IV Surviving spouse with two children</b>					
<b>Monthly amount of the Survivors' Pension</b>					
<b>€ 319,46</b>					
<b>Contributory career (15 years)</b>					
<b>Survivor's' Pension</b>					
<b>- Spouse (60% of the beneficiary's pension)</b>				<b>€ 191,68</b>	
<b>- Children (two) (30% of the beneficiary's pension)</b>				<b>€ 95,84</b>	
<b>Total pension</b>				<b>€ 287,51</b>	
<b>D. Monthly amount of the Survivors' Pension – General Scheme</b>				<b>€ 287,51</b>	
<b>Contributory career (15 years)</b>					

<b>Amount of the child benefit</b>					
<b>1<sup>st</sup> income level</b>	<b>€ 39,23</b>	Per child			
<b>2<sup>nd</sup> income level</b>	<b>€ 35,97</b>	Per child			
<b>E. Child benefit (2 children)</b>	<b>€ 71,93</b>	(in employment)			
<b>F. Child benefit (2 children)</b>	<b>€ 78,46</b>	(receiving a pension)			
<b>G. Survivors' Pension plus child benefit (D + F) in relation to the Monthly Salary plus child benefit (C + E)</b>			<u>D + F</u>	<b>€ 365,97</b>	<b>30,2%</b>
			C + E	<b>€ 1.210,65</b>	
<b>Hypothesis A - Solidarity Supplement for the Elderly (CSI)</b>					
CSI		€438,22			
Survivors' Pension		€287,51			
Child benefit		€74,92			
Income		€362,43			
			<u>CSI+F</u>	<b>€ 516,68</b>	<b>42,7%</b>
			C+E	<b>€ 1.210,65</b>	
<b>Hypothesis B - Social Integration Income (RSI)</b>					
RSI		€189,66			
Claimant	100% xRSI	€189,66			
2 minor children	50% xRSI per child	€189,66			
Household RSI		€379,32			
			<u>RSI+F</u>	<b>€ 457,78</b>	<b>37,8%</b>
			C+E	<b>€ 1.210,65</b>	
<b>If in a situation of dependency</b>					
<b>Dependency Supplement – General Scheme</b>				<b>Amount</b>	
1 <sup>st</sup> degree dependency => 50% of the amount of the social pension				<b>€106,96</b>	
2 <sup>nd</sup> degree dependency => 90% of the amount of the social pension				<b>€192,52</b>	
(1) Average monthly gain 2021, latest year available - Ministério do Trabalho, Solidariedade e Segurança Social - Gabinete de Estratégia e Planeamento, March 31, 2023					
(2) The amounts of CSI and RSI and family allowances refer to 2022					

**V. concerning Part XI (Standards to be complied with by periodical payments), Article 66(8) of the Code, Adjustment of pensions to the cost of living, to include in its next report information about the adjustment of pensions in the year 2021.**

In accordance with the legal framework, pensions are updated annually according to the evolution of the CPI and the GDP growth, as follows:

	<b>GDP real variation rate less than 2%</b>	<b>GDP real variation rate from 2% to 3%</b>	<b>GDP real variation rate equal to or greater than 3%</b>
<b>Pensions up to 2 IAS</b>	CPI change rate	CPI change rate + 20% GDP real variation rate (minimum: CPI change rate + 0,5%)	CPI change rate + 20% GDP real variation rate
<b>Pensions between 2 IAS and 6 IAS</b>	CPI change rate – 0,5%	CPI change rate	CPI change rate + 12,5% GDP real variation rate
<b>Pensions over 6 IAS</b>	CPI change rate – 0,75%	CPI change rate – 0,25%	CPI change rate

As both GDP and CPI were negative in 2020, in 2021 there were no regular updating of pensions. Instead, the Portuguese Government approved an extraordinary update equal to €10,00 for pensioners who receive a value equal to or less than € 658,22 (1,5 IAS).

In 2022, pensions increased 0,24%, 0,49% and 1%, according to the amount. An extraordinary increase of €10,00 (deducted of the increase verified in January) also took place, for pensioners with pensions up to 2,5 IAS (€ 1.108,00). Within the need to contain the social costs of inflation, in October the Government decided to anticipate, as a lump sum, 50% of the total estimated increase for 2023.

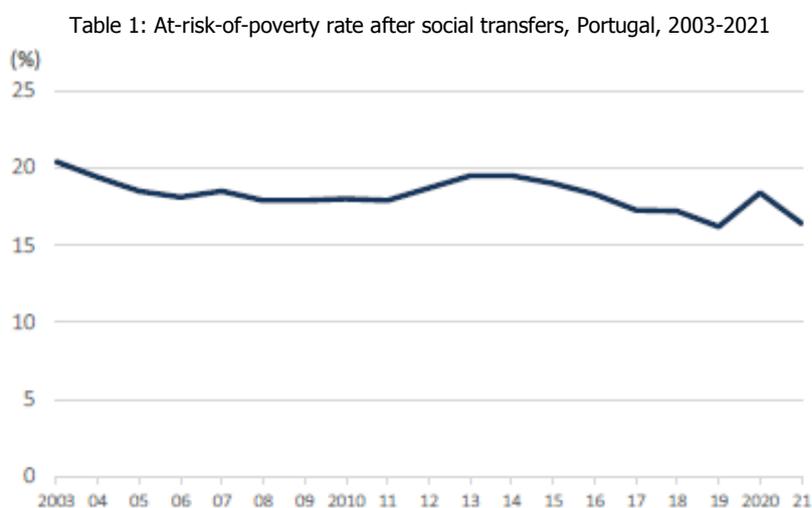
<b>Ano</b>	<b>Regular update</b>	<b>Extraordinary update</b>
<b>2021</b>	--	pensions up to 1,5 IAS - €10 increase.
<b>2022</b>	pensions up to 2 IAS - 1% increase; pensions between 2 and 6 IAS - 0,49%; pensions between 6 and 12 IAS – 0,24%	Pensions up to € 2,5 IAS - €10 increase; plus, 50% of the 2023 total increase to be held between January and December 2023.

## Annexe 1

Update of data related to the reduction of poverty

### Social transfers contribution to the reduction of poverty

The at-risk-of-poverty rate decreased 2.0 percentage points (pp) in 2021. In 2022, 18,4% of the population was at-risk-of-poverty, while in 2021 only 16.4% of the population was at-risk-of-poverty (see table below):



Source: INE, Survey on Living Conditions and Income 2004-2022.

According to the last EU-SILC<sup>2</sup>, the at-risk-of-poverty rate in 2021 corresponded to the proportion of inhabitants with an annual net equivalent monetary income below EUR 6,608 (EUR 551 per month).

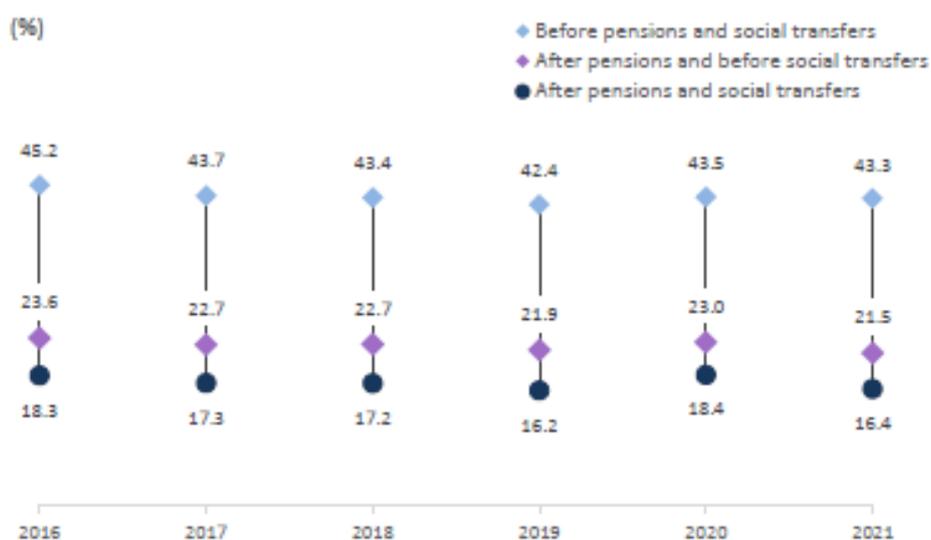
The decrease in the at-risk-of-poverty covered all age groups, although it was more significant for the elderly population (less 3.1 pp); the at-risk-of-poverty of those aged less than 18 years old decreased by 1.9 pp and that of working-age adults decreased by 1.6 pp.

<sup>2</sup> Available here, in English:

[https://www.ine.pt/xportal/xmain?xpid=INE&xpgid=ine\\_destaques&DESTAQUESdest\\_boui=541059446&DESTAQUESmodo=2&xlang=en](https://www.ine.pt/xportal/xmain?xpid=INE&xpgid=ine_destaques&DESTAQUESdest_boui=541059446&DESTAQUESmodo=2&xlang=en)

Social transfers related to sickness and disability, family, unemployment and social inclusion contributed to a reduction of 5.1 pp in the at-risk-of-poverty, which was higher than in the previous year (4.6 pp), as indicate bellow:

Table 2: At-risk-of-poverty rate considering social transfers, Portugal, 2016-2021



Source: INE, Survey on Living Conditions and Income 2017-2022.

Considering only income from employment, propriety and capital property income and private transfers, 43.3% of Portuguese residents would be at-risk-of-poverty in 2021. Income from retirement and survivors' pensions contributed to a 21.8 pp decrease in the at-risk-of-poverty rate, thus resulting in an at-risk-of-poverty rate after pensions and before social transfers of 21.5%. Finally, social transfers other than pensions contributed to a reduction from 21.5% to 16.4% in the at-risk-of-poverty rate.